

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 08/12/2022 de l'établissement SOLVALOR SEINE implanté 16, chemin du Halage - BP 207 76300 SOTTEVILLE-LES-ROUEN, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, il est proposé une **lettre de suite préfectorale** pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- Suite de la visite d'inspection du 9 décembre 2021 - Référence réglementaire : Autre du 19/01/2022 article : Observations n°s 1 et 2 - délai : 1 mois à compter de la date de la lettre de suite
- Suite de la visite d'inspection du 9 décembre 2021 - Référence réglementaire : Autre du 19/01/2022 article : Observations n° 6 - délai : 1 mois à compter de la date de la lettre de suite

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 ROUEN

ROUEN, le 02/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/12/2022

Contexte et constats

Publié sur



SOLVALOR SEINE

16, chemin du Halage - BP 207
76300 SOTTEVILLE-LES-ROUEN

Références : UDRD.2023.02.ET.63.SB.BrJ
Code AIOT : 0005802920

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/12/2022 dans l'établissement SOLVALOR SEINE implanté 16, chemin du Halage BP 207 76300 SOTTEVILLE-LES-ROUEN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOLVALOR SEINE
- 16, chemin du Halage - BP 207 76300 SOTTEVILLE-LES-ROUEN
- Code AIOT : 0005802920
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle des installations classées pour l'année 2022, l'inspection s'est rendue le 8 décembre 2022 sur le site de la société SOLVALOR SEINE, situé 16 chemin de Halage à Sotteville-lès-Rouen (76300) autorisée par arrêté préfectoral du 9 décembre 2020 à exploiter une plateforme fluviale de transit et de traitement/valorisation de terres, déblais de chantier et déchets du BTP inertes et non inertes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Vérification de certaines prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 décembre 2020, et passage en revue des observations relevées lors de la précédente visite d'inspection du 9 décembre 2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Suite de la visite d'inspection du 9 décembre 2021	Rapport d'inspection du 19/01/2022, Observations n°s 1 et 2	/	Lettre de suite préfectorale demande n° 1	1 mois
6	Suite de la visite d'inspection du 9 décembre 2021	Rapport d'inspection du 19/01/2022, Observations n° 6	/	Lettre de suite préfectorale demande n° 2	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Modifications et cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article 1.5.4	/	Sans objet
2	Suite de la visite d'inspection du 9 décembre 2021	Rapport d'inspection du 19/01/2022, faits susceptibles d'être non-conforme n°s 1 à 2	/	Sans objet
3	Suite de la visite d'inspection du 9 décembre 2021	Rapport d'inspection du 19/01/2022, Fait susceptible d'être non-conforme n° 3	/	Sans objet
5	Suite de la visite d'inspection du 9 décembre 2021	Rapport d'inspection du 19/01/2022, Observations n° 5	/	Sans objet
7	Suivi de l'émission des poussières	Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article 3.2.2 et 9.2.4	/	Sans objet
8	Suivi des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article 9.2.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1, 2 et 6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est noté que l'exploitant déclare avoir abandonné son projet d'expérimentation de traitement des matériaux susceptibles de présenter de la pyrite dont la première phase (essai sur un lot de 5 000 tonnes maximum) avait été actée par courrier du 4 février 2022.

De plus, il est attendu de la part de l'exploitant au plus tard sous un délai d'un mois :

- un porter-à-connaissance précisant notamment le nouveau périmètre du site ainsi que les travaux envisagés afin de confirmer que l'extension envisagée n'est pas de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du dossier de demande d'autorisation du 17 mai 2017 (modifié le 25 février 2020) ;
- la réparation de la bâche recouvrant le tas de terres SF145 afin d'éviter toute contamination des autres tas de terres sur le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modifications et cessation d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article 1.5.4
Thème(s) : Situation administrative, Changement d'exploitant
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale et la demande de cette autorisation doit être adressée au préfet, accompagnée des documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant. La demande est complétée par le calcul du montant des garanties financières mentionnées à l'article 1.5.2 des présentes prescriptions. Le dossier de demande est alors complété par l'acte attestant de la constitution de ces garanties financières.
Constats : L'exploitant indique qu'il y a eu des modifications structurelles pour les sites SOLVALOR France mais que le site SOLVALOR SEINE à Sotteville-lès-Rouen n'est pas concerné par un changement de numéro de SIRET ou d'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Suite de la visite d'inspection du 9 décembre 2021

Référence réglementaire : Autre du 19/01/2022, article faits susceptibles d'être non conforme n°s 1 à 2
Thème(s) : Situation administrative, Voies de circulation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une voirie de sortie de site connectée sur la rue Blaise Pascal et intégrant la mise en place d'un rotolue, ainsi qu'un bassin de récupération des eaux pluviales au niveau de l'extension (comprenant un séparateur à hydrocarbure) où est située la centrale à béton. Une solution pérenne afin d'éviter la stagnation d'eau et la présence importante de terres ou de boues, notamment sur les voies de circulation (nids de poule) de son site
Constats : L'inspection constate que le rotolue et le bassin de récupération des eaux pluviales associé à un séparateur à hydrocarbures sont en place, mais pas encore connectés à la voirie, car les travaux ont pris du retard pour cause d'indisponibilité des entreprises de travaux publics malgré le bon de commande signé du 14 avril 2022. L'exploitant prévoit le raccordement de la voirie aux installations et l'utilisation du rotolue d'ici fin janvier 2023. Dans l'attente, l'exploitant précise que les camions sortent de son site par la rue Blaise Pascal et que les voiries sont nettoyées une fois par semaine (le vendredi- preuve à l'appui des bons de commande et d'intervention d'une balayeuse). L'inspection ne constate pas de terres ou de boues sur les voiries hors périmètre des installations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Autre du 19/01/2022, article Fait susceptible d'être non conforme n° 3																							
Thème(s) : Autre, Stockage des déchets dangereux																							
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet																							
Prescription contrôlée : Les déchets stockés dans la zone 7 couverte sont déstockés afin de redescendre en dessous des 2 395 tonnes autorisées, et l'exploitant veillera à ne plus dépasser cette capacité de stockage dans cette zone. Les Bordereaux de suivi de déchets correspondants seront transmis à l'inspection. Un état du stock à la date de l'inspection pour vérifier le respect des capacités maximales des zones de stockage (cf. art. 8.3.1)																							
Constats : L'exploitant fait état de son stock au 30 novembre 2022 qui révèle que le tonnage au niveau de la zone 2+3 dépasse la capacité autorisée, repris dans le tableau ci-dessous :																							
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Aire de stockage</th><th>État du stock au 30/11/22</th><th>Tonnage autorisé</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>zone 1 : déchets inertes (sable et gravat)</td><td>19 908 t</td><td>55 550 t</td></tr> <tr> <td>Zone 2 et 3 : terres restantes à traiter</td><td>53 900 tonnes</td><td>34 342 + 16 322 = 50 664 t</td></tr> <tr> <td>Zone 4 : déchet non dangereux</td><td>0 t</td><td>10 686 t</td></tr> <tr> <td>Zone 5 : déchets dangereux</td><td>0 t</td><td>2 200 t</td></tr> <tr> <td>Zone 5, 6 , 7 : fines</td><td>1700 + 1700 = 3 400 t</td><td>2200 + 2395 +405 = 5 000 t</td></tr> <tr> <td>Zone 7 : terres dangereuses avant traitement et boues de décantation dit « gâteau de filtration »</td><td>0 t</td><td>2 395 t</td></tr> </tbody> </table>			Aire de stockage	État du stock au 30/11/22	Tonnage autorisé	zone 1 : déchets inertes (sable et gravat)	19 908 t	55 550 t	Zone 2 et 3 : terres restantes à traiter	53 900 tonnes	34 342 + 16 322 = 50 664 t	Zone 4 : déchet non dangereux	0 t	10 686 t	Zone 5 : déchets dangereux	0 t	2 200 t	Zone 5, 6 , 7 : fines	1700 + 1700 = 3 400 t	2200 + 2395 +405 = 5 000 t	Zone 7 : terres dangereuses avant traitement et boues de décantation dit « gâteau de filtration »	0 t	2 395 t
Aire de stockage	État du stock au 30/11/22	Tonnage autorisé																					
zone 1 : déchets inertes (sable et gravat)	19 908 t	55 550 t																					
Zone 2 et 3 : terres restantes à traiter	53 900 tonnes	34 342 + 16 322 = 50 664 t																					
Zone 4 : déchet non dangereux	0 t	10 686 t																					
Zone 5 : déchets dangereux	0 t	2 200 t																					
Zone 5, 6 , 7 : fines	1700 + 1700 = 3 400 t	2200 + 2395 +405 = 5 000 t																					
Zone 7 : terres dangereuses avant traitement et boues de décantation dit « gâteau de filtration »	0 t	2 395 t																					
<p>L'exploitant précise avoir oublié de comptabiliser dans la zone 2 et 3, le tas de terre SF145 de 5 300 tonnes toujours en attente de traitement par lavage depuis 2021. Après la visite, l'exploitant a indiqué dans son courrier du 21 décembre 2022 avoir procédé au traitement de 4 852 tonnes de terre (hors tas SF145) du 1^{er} au 20 décembre 2022 afin de redescendre à un tonnage de 49 048 tonnes en dessous des 50 664 tonnes autorisées.</p> <p>L'exploitant indique que les fines entreposées sous la couverture ont fait l'objet d'analyse afin de s'assurer de leur non dangerosité avant d'être évacuées dans une filière dûment autorisée (installation de stockage de déchets non dangereux). Après la visite, l'exploitant a transmis dans son courrier du 21 décembre 2022, l'analyse sur un lot de fines éliminées en décembre 2021 ainsi qu'une étude réalisée sur une campagne de 6 mois dont le rapport conclut à la non dangerosité des fines en sortie du traitement par lavage.</p> <p>L'attention de l'exploitant est appelée pour le respect des tonnages limites pour chacune des catégories de terres précitées.</p>																							
Type de suites proposées : Sans suite																							
Proposition de suites : Sans objet																							

N° 4 : Suite de la visite d'inspection du 9 décembre 2021

Référence réglementaire : Autre du 19/01/2022, article Observations n°s 1 et 2
Thème(s) : Autre, Réorganisation du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Installation de nouveaux blocs béton (type Legoblocs) afin de délimiter les dernières zones de stockage des matériaux et éviter tout report de terres sur les voies de circulation du site, réparation des murs endommagés autour du site et aucune activité (et dépôt de matériels) à proximité du puits de forage.
Constats : L'inspection constate la présence de blocs béton, notamment entre la zone de traitement par lavage et les lagunes de récupération des eaux pluviales de ruissellement. Toutefois, les travaux de voirie encore en cours, ne permettent pas d'apprécier totalement l'efficacité du dispositif de mise en place de ces blocs béton pour éviter tout report de terres sur les voies de circulation du site. L'inspection constate que seuls les murs endommagés donnant sur une parcelle (coté Seine) n'ont pas été réparés. L'exploitant se justifie en indiquant qu'il envisage d'inclure dans le périmètre des installations du site cette parcelle destinée à accueillir ses nouveaux bureaux administratifs (demande de permis de construire en cours). Il précise qu'un porter-à-connaissance sera adressé à l'inspection prochainement.
Demande n° 1 : l'exploitant transmettra à l'inspection au plus tard sous un délai d'un mois, un porter-à-connaissance précisant notamment le nouveau périmètre du site ainsi que les travaux envisagés afin de confirmer que cette extension n'est pas de nature à entraîner un changement notable et/ou une modification substantielle des éléments du dossier de demande d'autorisation du 17 mai 2017 (modifié le 25 février 2020), en particulier, des éléments relatifs à la compatibilité des sols avec le projet envisagé sont attendus
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Suite de la visite d'inspection du 9 décembre 2021

Référence réglementaire : Autre du 19/01/2022, article Observation n° 5
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : la mise en place de pompes sur radeau permet de respecter la valeur limite fixée à 35 mg/L pour le paramètre MES au niveau des rejets aqueux.
Constats : L'inspection constate la présence de pompes sur radeau sur les lagunes réceptionnant les eaux pluviales de ruissellement sur le site. La dernière analyse réalisée du 26 au 27 octobre 2022 par un organisme extérieur n'a pas révélé de dépassement aux valeurs limites d'émission (VLE) des eaux résiduaires avant rejet dans le milieu naturel (cf article 4.3.10 de l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2020 d'autorisation), et notamment sur le paramètre MES (matières en suspension) mesuré à 14 mg/L pour une VLE à 35 mg/L.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Suite de la visite d'inspection du 9 décembre 2021

Référence réglementaire : Autre du 19/01/2022, article Observations n°6
Thème(s) : Risques accidentels, Terres polluées SF145
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : isoler les terres du lot SF145 afin de ne pas contaminer d'autres tas de terres dans l'attente de leur traitement
Constats : L'inspection constate toujours la présence du tas de terre SF145 (de 5 300 tonnes) isolé depuis 2021 des autres tas de terre et qui est toujours dans l'attente d'un traitement par lavage sur le site. Ces terres font l'objet d'un contentieux avec le producteur, raison pour laquelle elles n'ont pas été traitées depuis leur réception. Par contre, la bâche recouvrant le tas est déchirée. <u>Demande n° 2</u> : L'exploitant répare au plus tard sous un délai d'un mois, la bâche recouvrant le tas de terres SF145 afin d'éviter toute contamination des autres tas de terres sur le site et de prévenir tout envol de poussières contaminées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Suivi de l'émission des poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article 3.2.2 et 9.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure sur les retombées de poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des mesures d'émission de poussières sont réalisées tant sur l'environnement qu'au poste de travail. Notamment, un point de mesure est situé à proximité immédiate de l'installation de traitement par lavage. Les dispositifs de mesure sont les suivants : un analyseur de poussières en temps réel (néphalomètre) est mis en place tous les trimestres sur l'installation de concassage afin d'évaluer les émissions de poussières générées ; 3 points de mesure (dont un témoin à proximité immédiate de l'installation) sont placés en dehors du site (3 à proximité immédiate et 3 en rive droite de la Seine) et des mesures par méthode des plaquettes et sur tube passif (charbon actif ou biofiltre) sont réalisées une fois par an. Ces mesures sont réalisées dans les conditions représentatives de l'activité, par temps sec et vent faible. L'exploitant propose et met en place des mesures correctives en cas de valeurs anormales. Les résultats sont communiqués à l'inspection et à la Commission de suivi de site dans les formes prévues aux articles 9.2.4 et 9.4.1 des présentes prescriptions
Constats : L'inspection ne constate pas la présence de concasseur sur site. L'exploitant indique ne pas procéder à ce jour à des opérations de concassage sur son site. L'exploitant n'a pas pu présenter le jour de la visite le rapport des émissions atmosphériques au titre de l'année 2022. Après la visite, l'exploitant a transmis dans son courrier du 21 décembre 2022, le rapport des mesures sur les retombées de poussières effectuées sur la période du 1er août au 10 octobre 2022. Aucune non-conformité n'a été relevée pour l'ensemble des paramètres analysés, le rapport conclut ainsi à un impact négligeable sur la qualité de l'air.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Suivi des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article 9.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure des paramètres
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les résultats de tous les contrôles et analyses sont communiqués à l'Inspection des Installations Classées accompagnés de tous commentaires utiles à leur compréhension (plan de situation, sens d'écoulement des eaux, suivi de tendance, analyse de référence, ...). En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré constaté par l'exploitant, les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance susvisé sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres. Si l'évolution défavorable est confirmée, l'exploitant, en accord avec l'Inspection des Installations Classées, met en place un plan d'action et de surveillance renforcée. Il sera également précisé : les éventuelles anomalies, incidents ou accidents à l'origine du dépassement ou de la dérive ; les actions immédiatement mises en œuvre pour résorber les anomalies ou pour juguler la dérive amorcée ; les dispositions prises pour éviter le renouvellement de ce type de situation.
Constats : La surveillance sur les eaux souterraines a été réalisée le 24 mars 2022 (en période de hautes eaux) et le 10 octobre 2022 (en période de basses eaux). L'exploitant précise que les mesures ne révèlent pas de dégradation des eaux souterraines par rapport à l'état initial de la nappe avec plutôt une tendance à la stabilisation sur les métaux, mais avec des teneurs en fer et phosphate toujours très fluctuantes d'une campagne à l'autre depuis le début du suivi, sans pouvoir l'expliquer. L'inspection constate que le paramètre thallium et composés n'a pas été mesuré lors de la campagne de mars 2022. L'exploitant explique que depuis 2 ans, ce paramètre est en dessous de la limite de quantification de 0,50 µg/L du laboratoire, et souhaite ainsi réduire sa fréquence de surveillance semestrielle. L'inspection constate en effet que les valeurs sur ce paramètre sont stables depuis 2019 sur tous les piézomètres et acte la fréquence de contrôle sur le thallium et composés à une fois par an.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1, 2 et 6
Thème(s) : Situation administrative, Registres déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : un registre déchets entrants (article 1), sortants (article 2), registres des terres excavées et sédiments entrants (article 6), traçabilité entre les déchets entrants et sortants (lots)

Constats :

L'exploitant présente son registre des déchets qui comprend :

- un registre d'admission correspondant aux déchets entrants sur site dont l'opération envisagée (traitement ou transit) est précisée par déchet réceptionné. Un onglet spécifique est prévu pour les refus de déchets. L'inspection constate notamment que les déchets de cendres d'incinération de boues de station d'épuration réceptionnés le 25 janvier 2022 ont fait l'objet d'un refus pour être évacués le 29 mars 2022 vers une filière dûment autorisée. Le site de SOLVALOR Seine n'est en effet pas autorisé à recevoir ce type de déchets pour la fabrication de béton/mortier dans sa centrale à béton ;
- un registre de transit correspondant aux déchets sortants du site ;
- un registre de valorisation correspondant aux déchets sortants ayant subi un traitement sur le site.

L'inspection constate par sondage que les registres sont bien renseignés et complétés même s'il n'est pas toujours aisé d'établir la relation entre les différents tableaux.

Toutefois, l'inspection note des incohérences avec les informations fournies par le producteur de déchets de la société du Grand Paris concernant les tonnages évacués en 2021 et 2022. L'exploitant explique que la société SOLVALOR France compte 4 sites de transit et de traitement (à Aubevoye, Bonneuil-sur-Marne, Gennevilliers et Sotteville-lès-Rouen) mais qu'elle fait la distinction entre tous ses sites, preuve à l'appui des déclarations d'acceptation préalable de matériaux extérieurs inertes qui mentionnent bien le nom du site ayant pris en charge le déchet.

Après la visite, l'exploitant a transmis par courriel du 21 décembre 2022, un tableau de synthèse des réceptions des terres de la société du Grand Paris réceptionnées sur ses 4 sites pour les années 2021 et 2022. L'exploitant précise avoir demandé à la société du Grand Paris d'effectuer les corrections d'affectation dans ses différents outils de suivi afin d'être cohérent avec les registres de déchets propres aux 4 sites. Ainsi, en 2021 les 4 sites ont réceptionné environ 37 190 tonnes dont 2 829 tonnes pour le site de SOLVALOR SEINE à Sotteville-lès-Rouen et non 37 804 tonnes comme indiqué initialement par la société du Grand Paris mais correspondant plutôt au global sur les 4 sites.

L'inspection constate par ailleurs qu'une barge de matériaux ayant fait l'objet d'un refus par le client à Anneville-Ambourville en septembre 2022 ne provenait pas du site SOLVALOR SEINE de Sotteville-lès-Rouen mais de SOLVALOR à Gennevilliers. Par contre, les matériaux ont été réexpédiés sur le site SOLVALOR SEINE à Sotteville-lès-Rouen en 2 fois :

- par barge réceptionnée le 2 novembre 2022 pour un tonnage de 1 099 tonnes dont les analyses effectuées sur les terres à l'admission ont validé 1 088,68 tonnes pour l'opération de transit et notamment le remblaiement d'une carrière et 10,32 tonnes passées en traitement par lavage sur site suite aux résultats d'analyses (rapports transmis par courriel du 21 décembre 2022) ;
- et par camions réceptionnés les 21, 22 et 23 novembre 2022 pour un tonnage total de 296,56 tonnes passées en traitement par lavage sur site suite aux analyses (rapports transmis par courriel du 21 décembre 2022) avant d'être valorisés.

L'inspection constate enfin la présence de déchets de plâtre entreposés dans le hangar pour une quantité de 204,8 tonnes (cf. registre des admissions depuis le 26/10/22, code déchet 17 08 02). L'exploitant déclare envisager une expérimentation de traitement pour le plâtre et précise qu'il transmettra un porter-à-connaissance à l'inspection en ce sens.

L'attention de l'exploitant est appelée pour garantir constamment une traçabilité fiable et précise des déchets, des terres excavées et des sédiments entrants/sortants en particulier s'agissant des matériaux issus des chantiers de grandes infrastructures d'Ile de France.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet